

Conseil général du

18.05.2009

RAPPORT

NO 35

DU CONSEIL COMMUNAL

- a) Discuter éventuellement accepter un crédit de Fr. 145'700.00 destiné à l'acquisition du feuillet no 1018, d'une superficie de 2350 m², propriété de Mmes Bilat Béatrice, Chappatte-Bilat Géraldine, Bilat Amandine et M. Bilat Frédéric ainsi que son financement***
- b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte relatif à la propriété foncière concernant cette acquisition***
- c) Donner au Conseil communal la compétence de contracter l'emprunt nécessaire à cette acquisition***

Le terrain susmentionné, suite au plan d'aménagement local fraîchement revu, est en zone d'utilité publique. Il ne peut donc servir qu'à des projets publics.

Les conduites principales de viabilité sont aux abords du terrain, ce qui est intéressant au niveau des frais d'installation lors de la viabilisation pour un aménagement utile à notre commune. Nous pensons bien évidemment au projet de la nouvelle halle de gymnastique qui pourrait s'y implanter.

Suite à des négociations, Mme Bilat et ses enfants acceptent la vente de leur terrain. Ils en demandent Fr. 55.-/m² et souhaitent être exonérés de l'impôt pour gain de fortune, ce qui représente Fr. 129'250.-/net. Si l'on tient compte de l'impôt pour le gain de fortune, on arrive à Fr. 141'470.-, soit Fr. 60.20/m². S'ajoutent à cette somme les frais du notaire qui sont estimés à Fr. 5200.-.

L'acquisition de ce terrain sera financée par emprunt.

Au vu de notre projet, afin que nous puissions œuvrer dans le bon sens et afin de commencer la procédure d'appel d'offre pour la halle de gymnastique, le Conseil communal recommande l'acceptation de ce crédit.



Discuter, éventuellement approuver la création d'un poste d'apprenti(e) pour la crèche communale

La commission de la crèche ainsi que le Conseil communal proposent la création d'un poste d'apprenti à la crèche du village pour les raisons suivantes :

- notre institution est reconnue comme entreprise formatrice. Dans le contexte économique actuel, il est bon et juste que nous puissions contribuer à la formation d'un ou une apprenti(e);
- actuellement, deux stagiaires oeuvrent au sein de notre crèche. Sa fréquentation est en augmentation par rapport à l'an passé et la présence de stagiaires s'est vite révélée nécessaire et bénéfique pour le bon fonctionnement de l'institution qui réclame l'engagement de personnel douze heures par jour d'ouverture. En ce qui concerne le salaire de l'apprenti, la première année se rémunère à 670 Fr. (2ème année = 1100 Fr. env. et 3ème année 1410 Fr.) ;
- Madame Bueche, responsable du service, appuie également cette demande et précise que le salaire de l'apprenti sera pris, comme tous les autres salaires du personnel de la crèche d'ailleurs, à la répartition des charges, canton/commune ;
- un avantage indéniable d'avoir un apprenti réside dans le fait que ce dernier passera trois années au sein de l'institution et connaîtra donc très bien les enfants et vice-versa. Ceci facilite grandement le contact et la prise en charge des tous petits dont le besoin de repères est important et un meilleur échange avec les plus grands. Les connaissances sur le fonctionnement institutionnel sont vite connues et maîtrisé. Nous ne « perdons » pas 1 mois, voire plus chaque année à reformer une nouvelle personne. Les tâches qui lui sont confiées prennent plus d'ampleur au fur et à mesure de son évolution personnelle et sont en lien avec les objectifs fixés dans le cadre de sa formation ;
- la formation d'apprenti est un excellent moyen pour l'équipe éducative de maintenir, voire améliorer ses connaissances professionnelles, mais aussi de se remettre en question si besoin.

MOTION

Instauration de la taxe au sac

Chaque année de nouvelles communes changent leur facturation concernant l'élimination des déchets en passant à la taxe au sac. Nous pouvons ainsi constater que cette opération conduit, chaque fois, à :

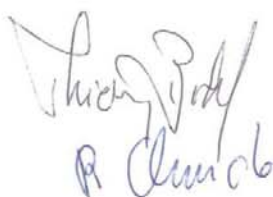
- la réduction des ordures ménagères alors que les autres déchets (verre, compost, papier, etc...) augmentent. Cela prouve que cette mesure incite les gens à trier beaucoup plus, leurs déchets
- la diminution des coûts liés aux ordures ménagères, sachant que c'est fonction des tonnes d'ordures que la répartition de ces coûts s'effectue.

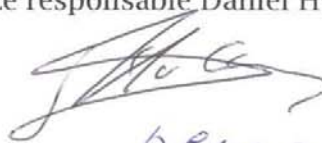
Aussi constatant :

- que nous avons chaque année dans notre commune une augmentation de ces coûts, preuve en est encore cette année un déficit dans ce compte
- que la grande majorité des communes jurassiennes ont adopté cette pratique avec satisfaction
- que le canton de Neuchâtel va probablement instaurer également cette taxe dès 2010.

Nous demandons au Conseil Communal d'étudier et mettre en place au plus vite une telle taxe selon les modalités existantes dans d'autres communes aux alentours. Il est bien clair que cette nouvelle perception doit être très sociale notamment en ne pénalisant pas les familles avec enfants en bas âge.

Groupe PCSI
Le responsable Daniel Hubleur


Daniel Hubleur


Daniel Hubleur

Motion

Adaptation du règlement d'organisation

Lors de plusieurs occasions, il a été constaté que diverses adaptations étaient nécessaires pour le règlement d'organisation de la commune.

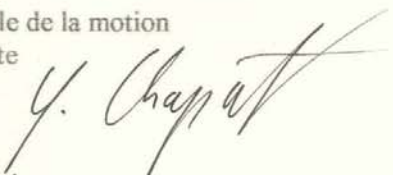
Ainsi la présente motion a pour but la création d'une commission qui aura pour objectif de revoir au plus vite ce règlement d'organisation.

Notamment devront être traités les points suivants :

- Fusion des commissions financière et de vérification des comptes
- Réduction du nombre de membres pour la commission d'estimation
- Transformation de la commission d'urbanisme en une commission permanente
- Suppression d'articles devenus caduques par exemple les N° 44 et 49.

Cette motion a pour objectif d'adapter notre règlement communal pour être en lien avec les besoins de notre collectivité.

Le responsable de la motion
Yann Chapatte



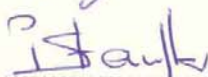
Autres signataires :
Nom Prénom

Signature

Barthoulet Marcel



Stauffer Pierre



Jobin Jean-Maurice



Mulleur Daniel



Honnat Stéphane



Les Bois, le 2 février 2009